

**MALAISIE : FICHE PAYS – JANVIER 2023**



Catégorie OCDE (2021) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A- / A3 / BBB+

Change : Ringgit malais (MYR) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Economie diversifiée
- Forte participation aux échanges internationaux
- Importante consommation des ménages
- Haut niveau de vie (13 108 USD / habitant)

**FAIBLESSES**

- Endettement privé très élevé
- Endettement public qui progresse rapidement
- Recettes budgétaires trop faibles
- Environnement politique mouvementé

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : Dans un contexte de sortie de crise sanitaire, l'activité a rebondi en 2022 (près de +7 %), portée par la demande interne et la dynamique des exportations. Toutefois, des signes d'essoufflement sont apparus en fin d'année et se prolongeraient en 2023 ; l'activité resterait néanmoins soutenue (proche de +4 %). Très intégrée dans les chaînes de valeur internationales, la Malaisie risque de ressentir les effets du ralentissement économique mondial. A moyen terme, le pays présente des perspectives favorables (accord de libre-échange et projets d'infrastructures) et se tourne vers une économie davantage portée par la consommation et moins par les exportations.
- Vulnérabilité des comptes publics : Le creusement du déficit public (près de -6 % du PIB en 2020, 2021 et 2022) a nécessité le relèvement à deux reprises du plafond d'endettement public autorisé (à 65 % du PIB). Malgré cette dynamique haussière, le niveau de risque souverain reste maîtrisable à ce stade, bien que la remontée des taux exige une attention accrue.
- Vulnérabilité extérieure : Avec un tourisme qui redémarre timidement et un ralentissement de la demande externe en fin d'année, l'excédent courant s'est réduit en 2022 (1,1 % du PIB). En 2023, l'appréciation du ringgit (tombé en 2022 à son plus bas niveau face à l'USD depuis la crise asiatique de 1997) serait conditionnée au redressement relatif des taux d'intérêt réels. La dette externe (68,4 % du PIB) concerne principalement le secteur bancaire, exposé à un risque de change.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire repose sur des fondamentaux solides. Le fort endettement des ménages représente toutefois un risque de hausse rapide du taux de NPL si la remontée des taux d'intérêt se prolonge voire s'accélère.

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : En novembre 2022, un nouveau gouvernement de coalition a pris la tête du pays. C'est le quatrième en trois ans. Les élections générales n'ayant pas permis de dégager une majorité claire, cette coalition, bien que formée assez rapidement, est très hétérogène et le risque de ralentissement du rythme des réformes n'est pas négligeable.
- Climat des affaires : La Malaisie se classe 12<sup>e</sup> au Doing Business 2020, avec un environnement commercial compétitif.

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : Le risque physique est modéré en Malaisie, avec toutefois des vulnérabilités (eau, habitat, sécurité alimentaire). La spécialisation du pays dans les hydrocarbures (pétrole, gaz) pourrait mener à un risque de transition non négligeable. Le pays ambitionne de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de -45 % d'ici 2030.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	14,7%	1 Chine	21,0%
2 Singapour	14,2%	2 Singapour	10,4%
3 Etats-Unis	10,2%	3 Etats-Unis	8,0%
4 Japon	6,8%	4 Japon	7,5%
22 France	0,6%	16 France	1,2%

Sources : CNUCED

**Principaux produits échangés**

Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)

Exportations		Importations	
Matériels élect.	34,2%	Matériels élect.	28,7%
Combustibles	13,8%	Combustibles	13,2%
Machines méca.	9,5%	Machines méca.	10,2%
Graisses et huiles	5,7%	Matières plastiques	4,1%
Instru. Optiques	4,1%	Fonte, fer et acier	2,9%

Sources : ITC

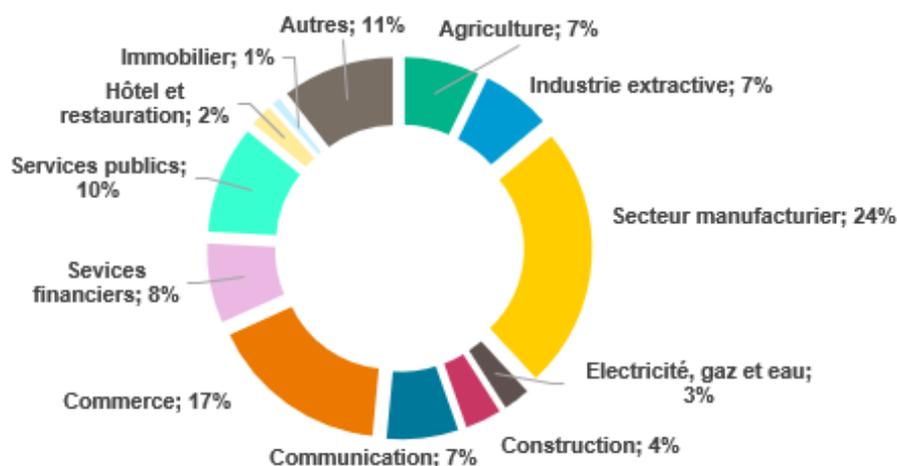


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MALAISIE	2017	2018	2019	2020	2021(e)	2022 (p)	2023 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)	319	359	365	338	373	434	467
<i>Rang PIB mondial</i>	39	37	37	40	39	37	34
Population (Mns)	32,0	32,4	32,5	32,6	32,7	33,1	33,5
<i>Rang Population mondiale</i>	43	43	44	45	44	44	45
PIB / habitant (USD)	9 969	11 086	11 232	10 361	11 408	13 108	13 943
Croissance PIB (%)****	5,8	4,8	4,4	-5,5	3,1	7,3	4,3
Inflation (moyenne annuelle, %)**	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,5	3,4	2,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	66,6	68,4	70,1	73,1	70,3	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dette publique (% PIB)**	50,0	51,2	54,4	62,1	63,5	63,7	64,6
Solde public (% PIB)**	-2,4	-2,6	-2,0	-6,2	-6,4	-6,1	-5,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	12,6	13,1	12,5	15,3	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)	2,8%	2,2%	3,5%	4,2%	3,8%	1,6%	2,2%
IDE (% du PIB)	1,2%	0,7%	0,4%	0,2%	1,8%	2,4%	2,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)	7,0	6,7	7,0	7,7	6,3	5,1	5,3
Dette extérieure totale (% PIB)***	65%	64%	63%	68%	68%	68%	NA
Dette extérieure CT (% PIB)***	26%	27%	26%	26%	26%	26%	NA
Taux de change***	4,062	4,1385	4,0925	4,013	4,13	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés	17,8	18,1	18,63	18,88	18,4	NA	NA
Taux de NPL***	1,6	1,5	1,5	1,6	1,6	1,8	NA
ROE	13,1	12,6	12,9	9,2	10,7	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	77	70	72	74	78	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	12	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	36	32	27	26	29	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	40	40	52	47	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Avril 2020), \*Banque Mondiale, \*\*Fitch, \*\*\*NBM, \*\*\*\*Banque Asiatique de Développement  
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Malaisie: Part des secteurs dans le PIB (2021)



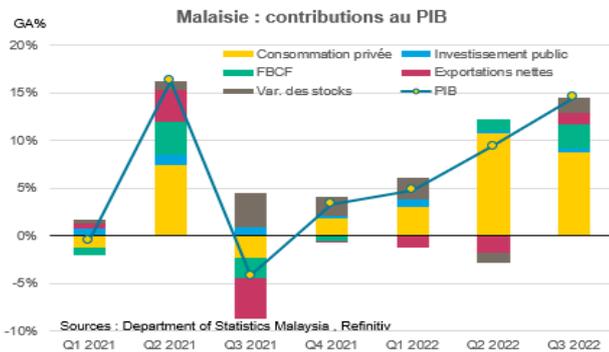
Source: Asian Development Bank



# 1. SITUATION ECONOMIQUE

## • Une économie qui rebondit en 2022

Après une récession en 2020 (-5,5 %) et une reprise assez décevante en 2021 (+3,1 %) du fait du prolongement de la crise sanitaire, la croissance s'est finalement nettement redressée en 2022 (+7,3 % selon la Banque Asiatique de Développement). Elle a été portée par une forte croissance de la consommation (+15,1 % en g.a au T3)<sup>1</sup>, et de l'investissement (+13,3 %). Toutefois, le tourisme (3<sup>ème</sup> contributeur au PIB) redémarre lentement, les niveaux de fréquentation restant bien en-dessous de ceux pré-covid<sup>2</sup>.



Cette croissance a cependant ralenti en rythme trimestriel (+1,9 % au T3 après +3,5 % au T2) du fait d'un début de ralentissement de la consommation privée (-1,2 % en t/t au T3)<sup>3</sup> et d'effets de base moins favorables. L'inflation (+4 % en g.a en novembre), bien que mesurée, et le resserrement monétaire (+100 pdb depuis mai, à 2,75 %) ont ainsi pesé sur l'activité. De plus l'activité industrielle montre également des signes de ralentissement. Ainsi, le PMI était de 47,8 en décembre, signant un cinquième mois consécutif de baisse et un quatrième en-dessous du seuil des 50. Les exportations se sont également avérées moins dynamiques avec le ralentissement économique mondial et la décélération des prix des matières premières et des semiconducteurs.

## • Un retour vers les niveaux de croissance pré-pandémie attendu en 2023

Les trois principaux facteurs de ralentissement de la croissance à la fin de l'année 2022 devraient se prolonger en 2023. D'abord, la croissance de la demande interne continuerait de ralentir sous l'influence du resserrement monétaire. Ce dernier se poursuivra en 2023 pour soutenir le ringgit (d'autant plus en cas de remontées des taux dans le monde - cf. Partie 3) et des

<sup>1</sup> La consommation privée a bénéficié du retrait de la plupart des mesures sanitaires en début d'année, de subventions importantes (carburant et nourriture), et de transferts sociaux.

<sup>2</sup> Les arrivées de touristes au T3 2022 ne représentaient que 51 % de celles au T3 2019.

<sup>3</sup> La forte baisse de l'épargne des ménages observée depuis avril et le retrait probable de certaines subventions (cf. Partie 2) indiquent, de plus, que ce ralentissement devrait perdurer.

<sup>4</sup> Ces derniers mois, les importations de biens et services ont déjà commencé à ralentir. Or, l'industrie exportatrice

pressionniste perdureraient (Fitch attend une inflation de 3,1 % en m.a) du fait de la répercussion des coûts de production dans les prix à la consommation. Enfin, les difficultés économiques rencontrées à l'export<sup>4</sup>, et les incertitudes liées à la reprise en Chine (environ 15 % des exportations malaisiennes), pèseraient sur les exportations. Cela serait cependant partiellement compensé par une reprise progressive du tourisme. Dans ce contexte, la croissance en 2023 serait comprise entre 3,5 et 4,4 % selon les différents instituts de sondage.

## • Un endettement privé important

En 2022, les fondamentaux du secteur bancaire sont restés solides (solvabilité, rentabilité et liquidité). Le taux de prêts non performants (NPL) est resté à peu près stable (1,8 % en novembre). Le ratio de couverture des pertes sur les prêts reste confortable (116,5 %). L'endettement du secteur privé est néanmoins très important (134 % du PIB au T2 2022). L'endettement des ménages (69,4 % du PIB), un des plus élevés d'Asie, constituerait un risque pour le système bancaire si la hausse des taux devait se prolonger voire s'intensifier.

## • Perspectives à moyen terme

Implémenté en mars 2022 en Malaisie, le Partenariat régional économique global (RCEP), signé par 15 pays d'Asie et du Pacifique<sup>5</sup>, constitue une opportunité majeure pour le pays. Toutefois, cherchant à baisser sa dépendance aux exportations pour s'orienter vers une croissance tirée par la consommation, la Malaisie ne sera peut-être pas le principal bénéficiaire de cet accord de libre-échange.

La Malaisie est en passe d'atteindre le statut de pays à revenu élevé<sup>6</sup> et possède un des niveaux de vie les plus élevés d'Asie du Sud-Est. Elle a lancé son 12<sup>ème</sup> plan pour la Malaisie (12MP) pour une croissance plus inclusive et durable, avec des objectifs d'équité, de soutenabilité environnementale, de développement de capital humain et d'infrastructures.

Les salaires en Malaisie sont plus élevés que chez plusieurs concurrents (Chine et Vietnam notamment), ce qui pourrait peser sur la compétitivité du pays si les gains de productivité ne parviennent pas à suivre les salaires.

De plus, l'incertitude politique dans le pays sortant d'un système de parti unique (cf. Partie 4), combinée à une dynamique démographique moins favorable<sup>7</sup> et un espace budgétaire réduit (cf. Partie 2), risquent de peser sur la croissance dans les prochaines années.

malaisienne est très dépendante des intrants importés. Cela constitue donc un indicateur de la demande extérieure anticipée dans les prochains trimestres.

<sup>5</sup> ASEAN, Chine, Japon, Corée, Australie et Nouvelle Zélande.

<sup>6</sup> Elle s'est fixée comme objectif de l'atteindre avant 2025 en s'appuyant sur le développement de nombreux secteurs déjà dynamiques (électronique, agriculture, tourisme, aérospatial, biomasse énergie).

<sup>7</sup> Selon Fitch, la croissance démographique ralentirait à 1,1 % en moyenne entre 2022 et 2031, contre 1,4 % (2012-2021).

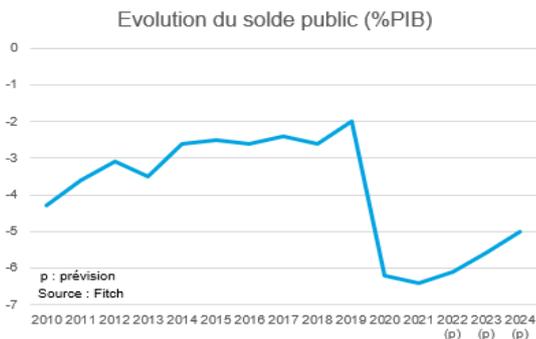


## 2. FINANCES PUBLIQUES

### • Creusement du déficit public

Avec un déficit public de -2 % du PIB en 2019, la Malaisie était engagée dans une consolidation budgétaire. Cependant, le déficit se creuse depuis la crise sanitaire (-6,3 % du PIB en moyenne entre 2020 et 2022) du fait de la mise en place de nombreux plans de relance (15 % du PIB en 2021) puis de nombreuses aides face à l'inflation (subventions, plafonnement des prix, aides en espèces...). Dans un tel contexte, les dépenses publiques ont particulièrement augmenté, dépassant la hausse des recettes liées à la reprise de l'activité<sup>8</sup> et qui demeurent assez faibles par ailleurs (14,9 % du PIB). La faiblesse des recettes et la dépendance aux recettes pétrolières (15 % des recettes totales environ) menacent la capacité de long-terme du gouvernement à maintenir le financement du développement économique.

En 2023, les dépenses, notamment de subventions, devraient rester élevées, bien que réduites. Avec le ralentissement économique et les prix des hydrocarbures et des matières premières orientés à la baisse, les recettes devraient se réduire. Le déficit budgétaire est ainsi attendu à nouveau élevé (-5,6 % du PIB selon Fitch).



### • Révisions du plafond de la dette publique

Alors que depuis 2009 le plafond de la dette du gouvernement central était fixé à 55 % du PIB en Malaisie, le Parlement a dû voter à deux reprises le relèvement de ce plafond, qui atteint désormais 65 % du PIB. En 2022, la dette publique s'élevait à 63,7 % du PIB. La politique budgétaire serait donc contrainte à moyen-terme. En intégrant les garanties publiques, l'endettement public atteindrait plus de 80 % du PIB. Toutefois, la dette publique est à 73 % domestique et la part en devises étrangères est négligeable, limitant le risque de change.

La charge de service de la dette (16,4 % des dépenses totales en 2021) n'est pas particulièrement élevée mais la hausse des taux menace qu'elle s'alourdisse rapidement. Les capacités de financement de court-

<sup>8</sup> Les dépenses ont cru en moyenne en g.a de +30,5 % sur les 11 premiers mois de l'année, contre +12,4 % pour les recettes.

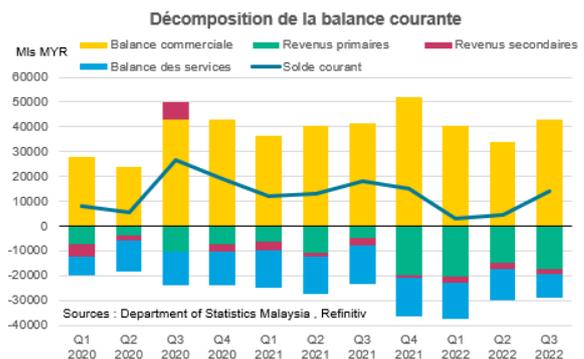
<sup>9</sup> Le rendement obligataire souverain à 1 an est de 3,2 % en 01/2023 (+120 ppts sur un an), le 10 ans est à 4 % (+10 ppts).

terme se sont d'ailleurs quelque peu détériorées<sup>9</sup>. Mais les risques de refinancement de la dette publique restent limités grâce à une maturité moyenne particulièrement longue de la dette obligataire (6,4 ans).

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

### • Nouvel excédent courant plus réduit

La Malaisie a bénéficié des prix élevés des matières premières (pétrole, huile de palme, GNL) en 2022. Mais sa balance commerciale aurait souffert du ralentissement économique mondiale au T4, notamment chinois. De plus, la Malaisie est très dépendante des importations d'intrants pour son industrie électronique (environ 30 % des exportations), une hausse des commandes à l'étranger entraîne donc en principe une croissance des importations. Les exportations ont ainsi progressé de +27,5 % en g.a en moyenne sur les 11 premiers mois de 2022, contre +33,6 % pour les importations. Son compte des services est en déficit à cause des coûts de transport et d'assurance de ses exportations et de la reprise timide du tourisme. Le déficit des revenus primaires s'est également creusé à cause de l'accroissement du rapatriement des profits des firmes étrangères. Ainsi, l'excédent courant se réduirait de +3,8 % du PIB en 2021 à +1,6 % en 2022 selon le FMI. Il se relèverait légèrement à +2,2 % en 2023 et resterait ensuite autour de +2 % à moyen-terme, restant relativement élevé mais en-dessous de sa moyenne de 2012-2019 (+3,3 %). Cette situation résulterait d'un double effet entre, d'un côté, des bonnes opportunités régionales (RCEP) et des exportations diversifiées et, de l'autre, une volonté de réorientation du modèle économique pour être moins dépendant des exportations.



### • Le Ringgit en difficulté

Au T3 2022, la dette externe atteignait 68,4 % du PIB. La part à court terme est non négligeable (38,5 % du total), et concerne principalement le secteur bancaire (71 % de la dette externe de court terme<sup>10</sup>). 66 % de la dette externe est libellée en devises, ce qui représente un

<sup>10</sup> Les banques malaisiennes ont accès à des outils de financement extérieur de court terme, mode de financement conventionnels pour des banques de standing international. Cela expose néanmoins à des risques de refinancement en cas de remontée des taux, à une hausse du coût des outils de couverture.



risque de change dans un contexte mondial d'incertitudes, générées notamment par la remontée rapide des taux aux Etats-Unis.

La Bank Negara Malaysia (BNM) n'ayant commencé sa hausse des taux qu'en mai 2022, le creusement du différentiel de taux d'intérêt avec les Etats-Unis a entraîné des sorties de capitaux sur une bonne partie de l'année, générant des pressions sur le ringgit (-5,7 % en m.a en 2022 face au USD). Toutefois, après avoir atteint son plus bas niveau depuis la crise financière asiatique en 1997, le ringgit s'est bien repris depuis novembre à la faveur d'une remontée des taux en Malaisie, d'une inflation finalement contenue (cf. Partie 2 avec les subventions pour limiter la hausse des prix) et d'une Réserve fédérale (Fed) moins agressive en fin d'année, jouant à la baisse sur la valeur de l'USD. Cette trajectoire d'appréciation face au dollar se poursuivrait d'ailleurs en 2023, à condition que la Fed maintienne cette politique (probable au vu des risques de fort ralentissement) et que les taux d'intérêt réels continuent de se redresser en Malaisie.



Les réserves de change couvraient 5,2 mois d'importations en décembre 2022, atteignant 114,6 Mds USD, selon la BNM. Elles peinent cependant à couvrir la dette externe du pays (elles représentaient 100 % de la dette externe de court terme en décembre).

## 4. ASPECTS POLITIQUES

- Une nouvelle coalition gouvernementale hétérogène

La situation politique malaisienne est entrée dans une phase de tourmente depuis les élections législatives de mai 2018, perdues par le parti UNMO (à la tête du pays entre 1957 et 2018). Trois fragiles coalitions se sont succédées ensuite. Les élections générales, initialement prévues en septembre 2023, ont été anticipées en novembre 2022. Aucune majorité claire ne s'est dégagée et c'est une alliance entre la coalition multiculturelle du Pakatan Harapan (PH, 82 sièges sur 222) et la coalition pro-malaise du Barisan Nasional (BN, 30 sièges), dont est membre l'UNMO, qui s'est installée au pouvoir. La formation relativement rapide de ce nouveau

<sup>11</sup> L'ethnie malaise représente 60 % de la population mais seulement 19 % des richesses totales environ. Depuis la mise en place de la New Economic Policy en 1971, les malais bénéficient de programmes de discrimination positive

gouvernement a pu rassurer sur les incertitudes politiques de court-terme mais le premier ministre, Anwar Ibrahim (PH), doit composer avec des différends importants au sein de son gouvernement sur des questions centrales (notamment celles concernant les avantages accordés à l'ethnie malaise<sup>11</sup>). L'adoption d'une loi en juillet pour interdire les changements de parti des membres du parlement devrait toutefois contribuer à une plus grande stabilité politique. En outre, ces élections ont confirmé l'influence croissante du Parti Islamique Malaisien (PAS, 49 sièges), qui défend l'instauration de la charia, symbolisant la montée de l'islamisme radical dans le pays et une division qui se renforce entre la majorité musulmane pro-malaise et les supporters plus libéraux du multiculturalisme.

- Les incertitudes politiques pèsent sur le climat des affaires

En 2020, la Malaisie se classait 12ème au classement Doing Business. Ainsi, le pays obtient le meilleur classement de la région derrière Singapour et Hong-Kong. Le pays bénéficie d'infrastructures industrielles développées ainsi que d'un environnement commercial compétitif, tout en continuant de proposer des taux d'imposition avantageux pour les entreprises.

Cependant, la crise politique actuelle a le potentiel d'affecter la confiance des investisseurs. En particulier, le rythme des réformes pourrait être ralenti par des difficultés à s'entendre au sein des coalitions. Les quotas en faveur des ethnies malaises et indigènes ont également un coût pour le business et il semble peu probable que cela évolue à court-terme. Par exemple, toutes les entreprises, domestiques et étrangères, doivent offrir une participation de 30 % aux Bumiputera<sup>12</sup>.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Malaisie se classe 47ème au classement ND-Gain, ce qui correspond à un niveau de risque physique moyen. Les principales expositions sont dans le domaine de l'habitat, de l'alimentaire et de l'eau. La Malaisie possède toutefois des atouts au niveau de ses infrastructures en termes d'adaptation aux risques physiques.

Signataire des accords de Paris, la Malaisie s'est engagée à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, avec comme objectif intermédiaire de réduire d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre par unité de PIB de 45 % par rapport au niveau de 2005. Sur la période 2016-2020, 24 Mds MYR (2 % du PIB de 2016) ont été investis pour renforcer la résilience aux risques climatiques (sécurité alimentaire, gestion de l'eau, protection contre la montée des eaux) et des investissements dans les énergies vertes (capacités hydroélectriques notamment) ont été annoncés dans le cadre du nouveau plan quinquennal (2021-2025). En

(préférences de recrutement, représentation dans les directions, places à l'université...).

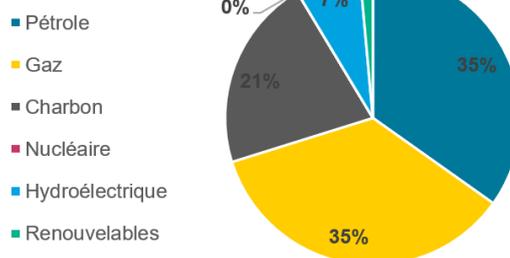
<sup>12</sup> Ce terme désigne l'ethnie malaise et d'autres petits groupes indigènes, ils représentent 70 % de la population.



outre, la Malaisie envisage de mettre en place des taxes sur le carbone et un système d'échange de quotas d'émission. Le pays a également lancé, le 9 décembre, son marché volontaire du carbone, permettant aux entreprises malaisiennes d'acheter des crédits-carbone, incitant à s'engager dans une démarche bas-carbone.

Le risque de transition reste non négligeable étant donné la spécialisation du pays dans le secteur des hydrocarbures. La part des ENR dans la consommation d'énergie reste faible mais a progressé, passant de 2 % en 2010 à 9 % en 2021 selon BP.

**Mix énergétique de la consommation en Malaisie en 2021**



Source : Statistical Review of World Energy (BP, 2022)



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**

*Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*

as.fevre@bpifrance.fr

**Adriana Meyer**

*Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*

adriana.meyer@bpifrance.fr

**Victor Lequillier**

*MENA, Turquie, Chine, ASEAN*

[victor.lequillier@bpifrance.fr](mailto:victor.lequillier@bpifrance.fr)

**Maxime Hautin**

*Stagiaire Economiste*

maxime.hutin@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

**Laetitia Morin**

*Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*

laetitia.morin@bpifrance.fr

**Thomas Laboureau**

*Macroéconomie France, conjoncture ETI*

Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.